

Adresse à la presse française, qui dit défendre la liberté d'expression



Dans votre tribune collective du 23 septembre 2020, vous en appelez à la mobilisation de tous les citoyens pour défendre la liberté d'expression.

J'adhère d'autant plus au contenu de cette tribune, que la menace totalitaire s'aggrave.

Nous l'avons tous constaté, avec horreur, lors du massacre des journalistes de Charlie-Hebdo, mais aussi lors de l'innommable boucherie du Bataclan et de tous les massacres qui ont suivi jusqu'à l'acte sanguinaire revendiqué, encore ce vendredi dernier jour de prière musulmane, contre Charlie Hebdo ! Mais cette menace totalitaire est encore plus présente dans toutes les offensives pernicieuses qui visent à imposer, au quotidien, les règles et la loi d'une contre-société fondamentalement hostile à la nôtre.

Permettez-moi cependant d'apporter deux réserves :

- Vous omettez consciencieusement de nommer le mal : l'islam et sa nature totalitaire, obscurantiste et rétrograde qui, dans le sillage d'une immigration sans frein et sans contrôle, est à l'origine de tous ces dérèglements et de cette violence qui fracturent

dangereusement la société française.

- Cette première réserve nourrit la seconde relative à l'immense responsabilité de la presse, au sens large, qui aujourd'hui se trouve placée dans l'ardente obligation d'en appeler aux citoyens pour défendre sa raison d'être alors qu'elle-même, jusqu'à aujourd'hui, n'a cessé de faire en sorte que les citoyens ne soient pas honnêtement et complètement informés sur ce qu'est réellement l'islam, sur ce que sont, pensent et font réellement les adeptes de cette foi obscurantiste dans notre pays ; pire vous avez souvent cloué au pilori médiatique les citoyens honnêtes, clairvoyants et donc inquiets pour l'avenir de leurs enfants, pour leurs femmes et leurs filles notamment, inquiets pour l'avenir de la France et des autres pays européens, placés sous la même menace islamiste, à laquelle la révolution iranienne a donné, depuis 1979, un terrible élan !

Alors de grâce, dorénavant, cessez tout d'abord de censurer et de discréditer dans l'opinion tout citoyen clairvoyant qui lutte honnêtement, avec les moyens légaux à sa disposition, contre la corruption morale, financière et électorale des élus, **des** autres dirigeants et agents d'influence français qui, des sommets de l'État jusqu'à nos communes, fragilisent notre démocratie et détruisent la République en l'offrant, au nom « d'accommodements raisonnables » (des renoncements irresponsables en réalité), aux prédateurs du monde musulman, présents en France ou à la tête des réseaux et des États arabo-musulmans qui ont fait de notre pays, une cible.

Mar

cel GIRARDIN